

# Le FMI et le chômage des jeunes

**L**a jeunesse semble être une arme à double tranchant dans nos pays : elle est poids et richesse à la fois.

La dernière livraison du mensuel du Fonds monétaire international Finances et développement, en ligne depuis samedi dernier, comporte une étude sur le chômage des jeunes dans six pays arabes aux conditions relativement semblables aux nôtres<sup>(\*)</sup>.

Les troubles sociaux qui secouent le monde arabe sont associés à une «fin brutale du statu quo» : «Les troubles résultaient en partie de la répression politique, mais des problèmes économiques intenses, comme le chômage élevé des jeunes, causaient déjà des frémissements invisibles.»

Les données relatives à six pays (Égypte, Jordanie, Liban, Syrie, Maroc et Tunisie), pendant huit ans, indiquent que le taux de chômage se maintient autour d'une moyenne de 12 % depuis une vingtaine d'années. Le pourcentage «L'existence dans ces pays d'un fort taux de chômage et d'un faible taux d'activité explique que le taux d'emploi de la population en âge de travailler soit bas : à moins de 45 %, c'est le taux régional le plus faible au monde.»

Le document du FMI attribue une telle calamité sociale à quatre «causes profondes» : la pression démographique, l'inadéquation entre les compétences des jeunes et l'attente des entreprises, une réglementation trop contraignante sur l'embauche et le licenciement et, enfin, la taille excessive de la fonction publique et sa propension à accorder «une prime au diplôme plutôt qu'aux compétences».

Quoi qu'en relâchement relatif, la pression démographique – la population active totale de ces pays a crû en moyenne de 2,7% par an sur la dernière décennie – ne va pas se dissiper de sitôt : ce sont dix millions de personnes qui sont attendues sur le marché de l'emploi les dix prochaines années, contre 13,5 millions les dix dernières années.

Le rapport formation-emploi est pour sa part tellement médiocre que «le système éducatif produit des diplômés qui n'ont pas les compétences requises sur le marché du travail», déplore le FMI.

Le facteur réglementaire, recensé parmi les causes d'alimentation du chô-

mage des jeunes, est tiré du rapport annuel de la Banque mondiale, Doing Business, qui témoignerait que «les licenciements coûtent si cher que les entreprises préfèrent ne pas embaucher» (!). On doutera de la pertinence de ce facteur lorsque des pays comme l'Égypte ou le Maroc sont érigés en exemple de défense acharnée de la condition ouvrière !

On apprend ainsi, a contrario, que «la flexibilité du marché du travail sert l'intérêt des travailleurs» parce qu'une réglementation trop rigide «limite la création d'emplois dans l'économie formelle et pousse les entreprises vers l'économie informelle».

La même connotation idéologique affecte le quatrième et dernier facteur : taille excessive de la fonction publique. L'administration et le secteur public seraient des facteurs de perversion de l'offre et de la demande en poussant à la hausse les prétentions salariales et en privant le secteur privé de ressources qui pourraient le dynamiser.

Le traitement préconisé porte sur des mesures à effets immédiats et d'autres qui pourraient se révéler bénéfiques à plus long terme.

Au titre du premier train de mesures, il est indiqué avec insistance l'investissement dans les infrastructures (transport, eau, assainissement et énergie) parce que les grands travaux sont à forte intensité de main-d'œuvre. Outre l'avantage de créer des emplois, les infrastructures soutiennent la croissance et génèrent des effets multiples et croisés d'entraînement.

Seconde mesure phare du FMI, naturellement incontournable à ses yeux, pour remédier au chômage des jeunes : soutenir l'activité privée par des incitations fiscales ou des garanties de crédit aux «PME viables et à forte intensité de main-d'œuvre».

Troisième axe d'effort : des programmes de formation dits «prometteurs», au sens où ils «évaluent avec les entreprises et les industries les besoins de compétences et offrent des programmes de formation sur mesure pour les jeunes».

Il est enfin recommandé d'investir dans de nouveaux programmes d'apprentissage fondés sur la demande et offrant une formation pratique et théorique, «tout en sachant que les avan-

tages n'en seront pas immédiats».

On remarquera qu'une fois n'est pas coutume, le FMI semble valoriser le facteur formation, en vue d'une meilleure adéquation des compétences, et la rentabilité sur le long terme.

L'auteur du document consacre ainsi un chapitre entier à ce qu'il appelle «une éducation qui paye».

- Celle-ci est associée à un triptyque :
1. Réaligner les programmes scolaires sur les besoins du secteur privé.
  2. Modifier les conditions d'admission à l'université.
  3. Réformer les pratiques d'embauche et de rémunération dans la fonction publique.

Qu'est-ce qu'une formation totalement dévouée aux besoins du secteur privé ? C'est, dit le FMI, celle qui forme «des compétences valorisables sur le marché du travail, notamment les compétences de base nécessaires à la vie en entreprise, le travail en équipe, le leadership et la pensée entrepreneuriale».

Qu'attendre de la réforme de l'université ? Principalement, qu'elle exige «que les étudiants potentiels montrent qu'ils savent rédiger, faire preuve de pensée critique et résoudre des problèmes».

Comment réorganiser l'accès à la fonction publique ? En privilégiant davantage «les avantages et la concurrence, plutôt que les diplômes», ainsi que «des entretiens d'embauche et des tests permettant d'évaluer d'autres compétences que celles qui sont actuellement testées» et, enfin, en associant la promotion au seul mérite.

Ce faisant il offre une vision nouvelle qui s'inscrit sur le long terme afin de soutenir «la création d'emplois pérennes et l'accumulation de compétences productives».

Il refuse d'adoubier les politiques populistes de création d'emplois publics mises au point dans la précipitation, sous la pression sociale du moment, et leur préfère «des stratégies globales qui s'attaquent aux causes profondes du chômage» et qui reposent sur les piliers suivants : une croissance solidaire, l'amélioration de l'acquisition des compétences et une protection sociale convenable aux travailleurs et chercheurs d'emplois.

Par «croissance solidaire», autre



Par Ammar Belhimer  
ambelhimer@hotmail.com

nouveauté conceptuelle, il est entendu «un environnement offrant à tous des chances équitables» : «Il faut offrir à chacun, et surtout aux jeunes, la possibilité d'acquiescer une bonne éducation, de postuler à des emplois de qualité, de devenir entrepreneur, d'avoir accès au crédit et d'acheter des terrains.» En un mot, «renforcer l'égalité des chances et mieux partager les avantages de la réforme», appuie encore le FMI.

Au titre des conditions générales pour asseoir ces stratégies globales, il convient également de mentionner la réforme de l'environnement économique pour le rendre «plus propice aux investissements et à la concurrence», le rappel de la diaspora qualifiée et l'inversion de la fuite de cerveaux, ainsi que la libéralisation des échanges et l'ouverture des marchés intérieurs.

Un bel exercice pour ramener la solution de drames humains à des considérations de marchés financiers extérieurs, souvent étrangers au langage des victimes qu'on se propose de soigner mais toujours responsables de leurs maux.

A. B.

(\*) Yasser Abdih, *Comblant le déficit d'emplois : Le fort taux de chômage des jeunes alimente les troubles dans tout le Moyen-Orient*, Finances et développement, juillet 2011.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoiralgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoiralgerie.com](mailto:info@lesoiralgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)



## Touchez pas à mon 144 bis !

Une seconde femme porte plainte contre Strauss-Kahn pour viol. A mon avis, il va devoir...

... prendre la formule abonnement

Ah ! Pour un cadeau, on peut dire que c'est un cadeau. Et quelle date pour nous l'offrir ce cadeau ! Un 5 juillet. Jour anniversaire de leur indépendance. Tout un symbole. Et donc, si j'ai bien compris, le texte de loi qui nous régit désormais nous oblige, nous journalistes salariés, à payer nous-mêmes, de nos poches légendairement trouées, les amendes auxquelles la justice nous condamnera à chaque fois qu'elle le jugera nécessaire ou que le téléphone grésillant lui conseillera fermement de le faire, c'est ça ? Ben dis donc ! Moi, ça fait un quart d'heure que je regarde d'un œil dubitatif ma feuille et le stylo posé devant. Je les prends ? Je ne les prends pas ? Je rédige ma chronique ? Je ne la rédige pas ? Et dans le couloir du journal, je le vois bien, mon patron. Il a le pas plus léger que d'habitude. Il sautille presque, le bougre. Il sourit. Il donne l'accolade à tout-va. Ce matin, il nous a même payé à tous, dans la rédaction, une tournée de cappuccinos et d'expressos à la machine à boissons. Moi, au début, j'avais trouvé cela plutôt sympa. «Ça renforce les liens», me suis-je dit, une larme de bonheur prête à tomber au coin de l'œil devant autant de fraternité. Mais maintenant, je comprends mieux pourquoi il sautille, il sourit, il embrasse et il paie des

cafés à 20 dinars le gobelet. Fini le chèque versé par son comptable à chaque atteinte à Abdekka, à chaque condamnation pour diffamation et mise en danger de l'unité sacrée du pays. C'est moi qui vais devoir casquer ! Lui, il s'en tire vachement bien, le malin. S'il croit que je vais continuer à allumer les orgues de Staline, que je vais maintenir le doigt enfoncé là où ça fait mal, il se trompe lourdement, mon boss. Rien ! Terminé ! Finis les barricades, le napalm et le cynisme caustique. Je vais lui en donner, moi, de la guimauve. Ça va puer la fleur industrielle dans les locaux du journal. Ça va chlinguer le désodorisant bon marché ! Ça va emposter le déo pour cocottes ! Rien que du beau temps ! Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, même le petit méchant, le châtelain. Zut ! Celle-là, elle m'a échappée. Vite ! Vite ! Amis du service correction, venez à mon secours ! Supprimez cette satanée phrase où j'évoque de manière inconsidérée le «petit méchant du Palais». Pas de petit méchant dans cette jolie et honorable demeure. Rien que des gentils ! Je tiens à terminer mon mois, moi ! Et puis y a le Ramadan qui arrive. Et je ne suis pas sûr que mes enfants soient adeptes de viande indienne. Tenez ! Plutôt que de le fumer et de nuire gravement à mon porte-monnaie, je vais même aller jusqu'à boire innocemment mon thé afin que le doux rêve algérien continue. C'est pas mieux comme ça ? Joyeux 5 Juillet à tous !

H. L.